

Date de mise à jour : 23/02/2026

Poste occupé précédemment par : GAROFALO Vincent

Redéploiement Mobilité Création

Code poste RH : 9544

Personne à contacter : Léna DEROUIN

Fonction : Collaboratrice ressources humaines

Tél : 01 56 72 70 50

Courriel : lena.derouin@valdemarne.fr

DESCRIPTIF DE POSTE

IDENTIFICATION DU POSTE

Intitulé	Chargé de mission « Lutte contre l'Exploitation Sexuelle des Mineurs »
Cadre d'emplois/catégorie	Catégorie A – Attaché territorial
Pôle/Direction/Service	Pôle Solidarités / Direction de la Protection de l'Enfance et de la Jeunesse
Lieu de travail	Immeuble SOLIDARITES - CRETEIL
Positionnement du poste dans l'organigramme	Sous la responsabilité hiérarchique directe du Directeur de la DPEJ

PRESENTATION DE LA DIRECTION ET / OU DU SERVICE

La Direction met en œuvre la politique de prévention et de protection de l'enfance définie par l'Exécutif, dans le cadre du Schéma de prévention et de la protection de l'enfance et de la jeunesse.

La Direction de la Protection de l'Enfance et de la Jeunesse a pour missions :

- D'assurer et coordonner le repérage de l'enfance en danger, d'assurer la réception et le traitement des informations préoccupantes, ainsi que la mise en œuvre opérationnelle de la politique d'évaluation
- D'accompagner les familles dans une visée préventive des risques de danger pour les mineurs.
- De protéger et de prendre en charge les mineurs confrontés à des difficultés risquant de mettre ou mettant en danger leur santé, sécurité ou moralité, ou si les conditions de leur éducation ou de leur développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromis.
- D'accompagner et de prendre en charge les majeurs de moins de 21 ans suivis durant leur majorité et confrontés à des difficultés susceptibles de compromettre gravement leur autonomie et leur insertion socio-professionnelle.

La Direction de la Protection de l'Enfance et de la Jeunesse est composée de 7 services et un secteur :

- Le Service Administratif et Financier : budget comptabilité, système information, archives ...
- Secteur des ressources humaines

Pôle Prévention et Parcours :

- Le Service Action Territoriale : 4 groupements de l'Enfance - 19 EDS – Dispositif MNA – Secteur adoption
- La cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP)
- Le service Prévention et Insertion : Dispositif Insertion Jeunes Majeurs, Maison de l'Adolescent, ...

Pôle Accueil :

- Pôle enfants / pôle adolescents : 6 foyers d'accueil d'urgence
- L'accueil familial départemental : 5 placements familiaux
- Le service associatif habilité

Elle dispose d'un budget de 165 Millions d'Euros avec un Budget Annexe des Foyers de l'Enfance.

La Direction est composée de 1100 agents, dont 330 relevant de la Fonction Publique Hospitalière et 385 assistants familiaux.

MISSION DU POSTE

Le chargé de mission « Lutte contre l'Exploitation sexuelle des mineurs » assure l'élaboration, le pilotage, le suivi de la mise en œuvre, et l'évaluation d'un Plan Départemental de lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Il suit sa mise en œuvre en transversalité avec l'ensemble des directions départementales concernées et les partenaires extérieurs mobilisés dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Il est force de proposition et support pour la mise en œuvre des actions.

DOMAINES D'ACTIVITES PRINCIPALES

Les fonctions

1. **Elaboration du Plan Départemental de Lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs**
2. **Pilotage et suivi de la mise en œuvre du Plan en lien avec la lutte contre l'exploitation sexuelle des majeurs**
3. **Renforcement du réseau partenarial sur le sujet de la lutte contre l'exploitation sexuelle**
4. **Appui à la communication et à la veille juridique**
5. **Evaluation du Plan en vue du bilan de mandature**

Les activités principales par fonctions

1. Elaboration du Plan Départemental de Lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs
 - A partir de la fiche action dédiée dans le schéma départemental de prévention et de protection de l'enfance 2023-2027, et des actions déjà mises en œuvre ou à l'étude, un plan d'action départemental incluant tous les partenaires nécessaires, avec des indicateurs de suivi et d'évaluation, en intégrant une démarche participative dans une logique « jamais pour eux sans eux ». Ce plan devra notamment permettre de renforcer fortement la formation des professionnels sur l'exploitation sexuelle des mineurs.
 - Intégrer dans ce plan une articulation avec la question des majeurs victimes d'exploitation sexuelle, en lien avec la Direction de l'Action Sociale, de l'Insertion et des Parcours vers l'Emploi
2. Pilotage, coordination, suivi de la mise en œuvre du Plan de lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs
 - Organisation, coordination et animation d'échanges et points bilatéraux interservices et directions départementales et avec les autres partenaires mobilisés dans la lutte contre l'exploitation sexuelle : il s'agira de s'appuyer sur des instances déjà existantes comme le comité technique dédié, les CLSPD ou le GLTD, et de compléter par des points de suivi avec certains partenaires porteurs d'actions spécifiques pour s'assurer de leur avancée régulière (préfecture)
 - Collaboration avec les services et directions en charge de sujets utiles à la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs
 - Accompagnement logistique (recherche de financements externe, partenariats, ressources)
 - Réévaluation et proposition de nouveaux objectifs au regard de l'évolution des connaissances sur le sujet
 - Construction des outils de suivi (planification, identification des indicateurs de suivi, réalisation des fiches-actions, réévaluation et actualisation régulière des données)
 - Reporting régulier des avancements (direction, Réunions Secteur, demandes Cabinet)
 - Bilans d'étape intermédiaires avant la fin de mandature
 - Préparation du bilan de fin de mandature pour valoriser les actions = remontées des données à la fin de l'année 2027 en vue d'une communication de bilan de fin de mandature en 2028
 - Suivi du traitement judiciaire réservé aux situations, suivi de l'avancement de la mobilisation et des réponses des partenaires.
 - Organisation de rencontres régulières avec le Parquet et le TPE de Créteil mais également hors départements si nécessaire au regard de la compétence territoriale judiciaire revendiquée selon les situations
3. Renforcement du réseau partenarial dans le champ de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs

Identification et recensement des partenaires externes au Département

- Identification et actualisation continue des listes des partenaires du champ associatif, privé et public actifs sur les thématiques au niveau départemental : associations spécialisées ou pertinentes sur la thématique, associations gestionnaires, entreprises, dispositifs, interlocuteurs pertinents des services publics
- Identification et actualisation continue des partenaires hors département pertinents dans la dynamisation des actions identifiées du Plan

Renforcement des instances de participation

- En articulation avec la chargée de mission en charge du projet de développement de la participation des jeunes, mais aussi en lien avec les foyers départementaux et associatifs : proposer tous moyens de renforcer l'implication des jeunes eux-mêmes, ou d'adultes concernés, et l'implication des familles dans la lutte contre le phénomène prostitutionnel

4. Appui à la communication et à la veille informationnelle

Communication interne

- Co-réflexion avec les services assurant le suivi des mesures, appui technique, animation de RETEX.
- Veille juridique, informationnelle et pratique
- Veille sur les bonnes pratiques et les expériences inspirantes
- Appui pour la diffusion via les outils de communication interne d'informations pertinentes dans l'objectif d'infuser une culture interne et des connaissances communes le phénomène prostitutionnel hors des préjugés ou des non-dits

Communication externe

- Faire toute proposition permettant de valoriser l'action du Département dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs

5. Evaluation du Plan en vue du bilan de mandature

- Identifier les indicateurs d'évaluation pertinents, action par action
- Préparer un bilan de fin de mandature permettant de rendre compte de toutes les actions entreprises dans le cadre du Plan départemental de lutte contre l'exploitation des mineurs

PRINCIPALES COMPETENCES ATTENDUES (combinaison de connaissances et de savoir-faire)

Connaissances	Indispensables à la prise de poste <ul style="list-style-type: none">• Conduite de projet• Connaissance du secteur social et/ou médico-social et/ou du secteur police/justice• Techniques de communication et d'animation d'équipes
	À acquérir au cours de l'activité <ul style="list-style-type: none">• Cadre juridique de l'aide sociale à l'enfance• Droits et obligations des fonctionnaires
Savoir-faire	Indispensables à la prise de poste <ul style="list-style-type: none">• Travailler en transversalité• Animer un collectif de travail• Aider à la décision et être force de proposition• Méthodologie de projet• Maîtriser les logiciels bureautiques• Mobiliser des qualités relationnelles liées aux exigences de la fonction
	À acquérir au cours de l'activité <ul style="list-style-type: none">• Savoir utiliser l'outil d'enquête Sphynx

ENVIRONNEMENT DU POSTE

Relations fonctionnelles	
Internes	<ul style="list-style-type: none">• Autres services de la Direction de la Protection de l'Enfance et de la jeunesse et Direction de l'Action Sociale, de l'Insertion et des Parcours vers l'Emploi• Toutes les directions du département potentiellement concernées
Externes	<ul style="list-style-type: none">• Enfants et jeunes, leurs familles ou représentants légaux et les associations spécialisées qui les aident• Secteur sanitaires et notamment établissements hospitaliers• Etablissements et services médico-sociaux• Autres conseils départementaux• PJJ• Tribunal de Grande Instance• DRIEETS• ARS• Education Nationale

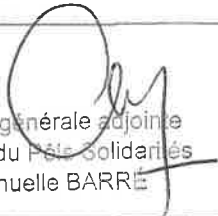
Conditions particulières d'exercice	
Moyens mis à la disposition de l'agent	- Outils informatiques et bureautiques, (Word, Excel, Powerpoint, Outlook, internet) - Elise, POS-ACTES, Sphinx...

EXIGENCES DU POSTE

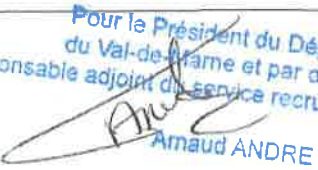
Niveau de formation /diplômes	PRE REQUIS : SOUHAITE : Bac + 3
Expérience	EXIGEE : SOUHAITEE : Expérience dans la gestion de projet et/ou expérience dans l'accompagnement de personnes victimes d'exploitation sexuelle
Certifications, habilitations à jour	Sans objet
Obligation de formation inhérente au poste et au maintien des habilitations oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>	

INDEMNITES PARTICULIERES LIEES AU POSTE

- NBI : NON	Nombre de points :
Si oui, préciser à quel titre :	
- Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) : CHARGE DE MISSION DIRECTEUR :	
IFSE : 1033 ET CIA : 10	

Date et avis Responsable de service	Date et avis Direction de la DPEJ	Date et avis Direction Générale Adjointe
	17/04/26 Directeur adjoint Damien DESFONDS	 Directrice générale adjointe en charge du Pôle Solidarités Emmanuelle BARRÉ

CADRE RÉSERVE A LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

AVIS	Date	Signature
Favorable	14.04.2026	Pour le Président du Département du Val-de-Marne et par délégation, Responsable adjoint du service recrutement et intégration  Arnaud ANDRE

NB : Ce descriptif de poste ne saurait être exhaustif et est susceptible d'évolution